

# ***LES CAHIERS DE L'HISTOIRE***

Bulletin de l'Association Culturelle  
des Amis du Centre Hospitalier Interdépartemental de Clermont



Annexe de Fitz-James – Le Pavillon MOREAU de TOURS  
Aspect du pavillon pendant le déblaiement des ruines

**N° 4**  
**JUIN 2000**

# ... de l'Histoire et des historiens

Si l'on accepte comme définition de l'Histoire « La relation, l'interprétation et l'étude des événements ou des faits qui, dans le passé, ont marqué l'activité du C.H.I. de Clermont : nos collaborateurs, qui publient dans la revue des articles correspondant à ces préoccupations, font vraiment oeuvre d'historiens.

Or la conception de l'Histoire a beaucoup varié, surtout depuis la deuxième partie du 16<sup>ème</sup> Siècle, et je pense qu'il n'est pas sans intérêt de rappeler, même brièvement, cette évolution.

Il n'est évidemment pas question, pour nos narrateurs, qu'ils aient recours aux moyens extraordinaires d'investigation, que constituent actuellement les multiples disciplines auxiliaires de l'Histoire.. Les documents écrits, accompagnés parfois par des témoignages oraux restent la base fondamentale de leurs travaux.

Face à ces documents, l'historien réagit en fonction de son temps et de son milieu. C'est ainsi qu'au Moyen-Age l'Histoire n'est, la plupart du temps, qu'un prétexte à leçons morales et religieuses, à travers un héros privilégié. ( Ex. Saint-Louis par Joinville) alors qu'actuellement un ouvrage biographique est entièrement consacré aux qualités humaines du personnage et à ses opinions personnelles.

C'est seulement au 16<sup>ème</sup> siècle que Philippe de Commines donne timidement naissance à l'histoire vraie lorsqu'il écrit « *Je me méfie des autres et de moi-même* », il pratique avec Machiavel, une histoire basée sur une érudition méthodique éveillée peu à peu par l'esprit critique qui naît ;

Cette évolution vers plus de rigueur scientifique est menacée, au 17<sup>ème</sup> et au 18<sup>ème</sup> siècle par des auteurs qui tentent de mettre cette histoire au service de leurs préoccupations apologétiques. Il en est ainsi de Bossuet, Saint-Simon, Montesquieu et Voltaire.

Fort heureusement, à l'initiative d'autres savants, surtout des religieux, qui font paraître de nombreuses publications critiques, une contre-partie annule cette opposition et aboutit à la création, en 1663, de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres.

L'Histoire devient alors consciente de la profonde diversité d'un monde aux civilisations nombreuses et par conséquent du caractère relatif et non plus absolu de ce que chacune de ces civilisations prétend être « la » vérité et qui n'est que « sa » vérité. Elle s'oblige désormais à étudier le passé dans un esprit de doute méthodique.

La Révolution offre à l'Histoire un champ incomparable d'expérimentation grâce, en particulier, à la mise à la disposition du public érudit des archives royales, seigneuriales et ecclésiastiques.

Il faut toutefois attendre la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle pour que Fustel de Coulanges mette en application une certaine rigueur scientifique en histoire. Ses méthodes seront

formulées et codifiées en 1887 par Victor Langlois et Charles Seignobos dans leur ouvrage « Introduction aux méthodes historiques ».

C'est dans cette même période qu'un écrivain de grand talent, Jules Michelet, se dévoile un historien qui acquiert, dans l'histoire de la France en particulier, une notoriété exceptionnelle.

Cette activité ne l'empêche nullement d'approfondir ses recherches et il publie un certain nombre d'ouvrages qui précisent les principes de sa conception de l'histoire. En 1845, il publie, avec son collègue Edgar Quinet, un ouvrage sur les Jésuites qui le pose comme l'un des chefs de l'anticléricalisme. Il manifeste d'ailleurs, dans un style plein de vigueur, son hostilité aux rois, aux maîtres et surtout à l'Église.

Dans le même temps, il écrit pour le peuple des « Cours d'Éducation Nationale ». Sa carrière universitaire entrecoupée de périodes sombres dues à son indiscipline à l'égard du pouvoir est tout particulièrement appréciée par de nombreux étudiants qui suivent son enseignement avec enthousiasme.

Son histoire « événementielle » refuse tout contact avec les autres avancées de l'homme dans les domaines voisins de cette discipline.

Par contre, Henri Beer convaincu que l'histoire ne peut atteindre son plein objectif, la connaissance de l'homme, que par une alliance étroite et des échanges avec les autres sciences humaines, fonde, en 1900, la « Revue de Synthèse historique ». Ainsi envisagée, l'Histoire est avant tout une histoire économique et sociale. Elle a recours à la statistique qui prend alors une place importante dans les travaux des historiens.

L'Histoire ne cesse, dès lors, de déborder hors de son domaine primitif, empruntant à la géographie, annexant la nature et collaborant avec la démographie.

C'est Emmanuel Leroy-Ladurie qui, en 1967, annexe la nature à l'histoire en procédant à l'étude sérielle du climat qui révèle l'existence de variations pluridécennales voire séculaires des phénomènes purement météorologiques pouvant influencer le comportement de l'homme en société.

Enfin, ce qu'on appelle, avec Joseph Le Goff, « La Nouvelle Histoire » absorbe tout et donne naissance à des branches nombreuses et solides : l'histoire démographique, qui se développe surtout à l'aide des registres paroissiaux et qui permet de mieux comprendre le comportement des sociétés ; l'histoire des mentalités, dont Georges Duby fut un des pionniers et qui se nourrit de la sociologie, de l'ethnologie et de la psychologie collective.

Cet exposé, très élémentaire, de la conception de l'Histoire à travers les vicissitudes supportées par les générations depuis le 16<sup>ème</sup> siècle comporte de nombreuses lacunes. Celle-ci se situe au carrefour des différentes grandes périodes et le lecteur pourra développer éventuellement les concepts qui lui semblent personnellement intéressants. Il pourra ainsi apporter sa pierre à l'enrichissement de notre documentation.

**Le Président**

**Henri THEILLOU**



# L'Hôpital Psychiatrique et la mémoire des siens

...

**L**e mercredi 7 avril 1999, Monsieur Jean-Pierre MASSERET, Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale chargé des Anciens Combattants, est venu inaugurer le monument érigé par la Municipalité de CLERMONT, dans le cimetière communal, rappelant le souvenir des internés psychiatriques enterrés là durant la seconde guerre mondiale.

Cette commémoration, saluée par la presse, par les syndicats et mouvements infirmiers, a rouvert le débat sur les tragiques événements de cette sombre période.

Déjà, en 1994, à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération de la France, quelques articles et un reportage télévisé régional avaient été diffusés sur ce douloureux sujet.

Un peu plus tôt, en 1987, après la sortie du livre de Max LAFFONT, « *L'Extermination douce* », le quotidien régional, « *Le Courrier Picard* » avait réalisé une enquête de deux pages consacrée à l'Hôpital Psychiatrique Interdépartemental de CLERMONT durant l'Occupation.

Auparavant, il faut reconnaître que cette partie de l'histoire de l'établissement avait été quelque peu occultée, à l'image de l'ensemble des hôpitaux psychiatriques de notre pays.

Plus de cinquante cinq ans après le drame, on peut imaginer pouvoir sereinement regarder les faits, non par plaisir de la flagellation ou par goût de la morbidité, mais tout simplement parce que toute page, si sombre soit-elle, de l'histoire doit être incorporée, doit être digérée par ceux qui prétendent s'intéresser à l'établissement, son passé, son présent, son avenir.

Notre association se devait de se pencher sur ces années d'Occupation, non pas pour écrire l'histoire officielle de l'hôpital, mais pour présenter des faits établis, clairement notés et pour évacuer tout fantasme que des reconstitutions historiques peu scrupuleuses ou mal documentées ont fait naître.

Mais peut-on reprocher aux journalistes de laisser libre cours à leur imagination, lorsqu'on ne leur facilite pas l'accès aux informations ?

Il faut ici remercier Madame MAHARI, Directrice du CHI, qui a laissé libre accès au principal document qui résume la période de l'Occupation à l'Hôpital Psychiatrique Interdépartemental de CLERMONT : le rapport administratif et médical relatif aux années 1938-1945, établi en 1946.

## Des dangers de l'opacité :

**T**races, mémoires et reconstitutions sont les trois ingrédients principaux que doit utiliser celui qui veut raconter des faits passés.

Lorsque les traces sont peu nombreuses, inaccessibles voire effacées, que les mémoires se taisent ou se montrent allusives, il ne reste qu'à travailler à une reconstitution du passé.

Or toute reconstitution se nourrit de vraisemblable à défaut de vérité, de comparaison à défaut d'analyse.

Qu'a-t-on pu lire au mois d'avril 1999 dans la presse locale à l'occasion de l'inauguration du Monument qui nous intéresse ?

**E**n fait, seul l'hebdomadaire « *Le Bonhomme Picard* » a tenté de décrire les événements de l'Occupation à l'Hôpital Psychiatrique Interdépartemental de CLERMONT. Interrogé sur ses sources, Stéphane CHRISTOPHE, auteur de l'intéressant article en question, cite un papier paru dans le « *Le Généraliste* », en septembre 1994 et signé par l'Agence France Presse. Les deux articles sont en effet similaires et sont d'ailleurs à rapprocher du scénario utilisé par France 3 Picardie, à la même époque, pour raconter les faits.

*« Le 3 septembre 1944, des militaires américains chargés de tester les défenses allemandes autour de CLERMONT, pénètrent à l'intérieur de l'hôpital psychiatrique. Ils battent aussitôt en retraite devant l'horreur.*

*Des centaines d'internés surgissent des allées, fantômes squelettiques livrés à eux-mêmes dans un état pitoyable. D'autres agonisent. Des cadavres jonchent les couloirs de l'établissement.*

*Les pensionnaires abandonnés du reste du monde se nourrissent de racines, de feuilles, de hérissons pour survivre. Il n'y avait plus de médicaments, plus de linge de rechange. Les malades étaient couverts de parasites. Certains étaient tellement faibles qu'ils étaient incapables de se lever.*

*Dans leurs délires, les nazis ont pratiqué une « purification » par l'élimination des « races inférieures » des malades mentaux, des handicapés.*

*Dès 1940, ils ont fait fermer les accès du CHSI. Les 5400 pensionnaires se retrouvèrent alors coupés des potagers et des étables qui fournissaient l'essentiel des denrées alimentaires, pillés par les occupants, les condamnant ainsi à une mort quasi-certaine. Derrière les hauts murs d'enceinte, ils ont été ignorés pendant des années par la population locale.*

*Fin 1941, le quart des malades sont déjà morts, victimes du froid, de la misère, de la faim, du manque de soins, de démence. Selon plusieurs estimations, il y a eu entre 3000 et 3500 morts dans cette barbarie silencieuse (...).* »

L'horreur est présente dans cet article, comme elle était présente à l'époque des faits. Cet objectif de restitution du climat a été atteint par les journalistes.

En revanche, les moyens pour arriver à cette restitution posent problème et l'on passe vite du vrai au vraisemblable, pour choir vers l'erreur historique.

## ***Raconter en quelques colonnes (ou en quelques minutes pour la télévision, puisque le reportage de France 3 en 1994 avait la même trame) quatre années d'Occupation, quatre années de la vie d'un tel établissement est forcément une gageure***

L'angle d'attaque choisi par un journaliste et repris par les autres a le mérite de faire entrer le lecteur dès le début dans le vif du sujet : la « libération » de l'hôpital.

L'accroche est très forte : les militaires américains représentent dans notre inconscient les Libérateurs de notre pays, une armée puissante, un véritable rouleau compresseur contre les occupants nazis que seule la victoire arrêtera.

Pourtant à CLERMONT, les Américains « battent en retraite », même les hommes les plus forts du moment sont terrorisés, ils semblent avoir en face d'eux l'horreur absolue : l'hôpital psychiatrique de CLERMONT.

Chacun a déjà visionné dans des documentaires les images tournées lors de la libération des camps de concentration.

Qu'avons nous gardé en mémoire de ces images<sup>1</sup> : la barrière poussée par les soldats, la découverte de déportés squelettiques qui sont encore debout puis les déportés qui ne peuvent même plus se lever et restent couchés dans leurs lits en bois.

La reconstitution de l'arrivée des Américains à l'HPI est entachée indéniablement de ces images d'une autre Libération : l'article décrit des « internés surgissant des allées », « des fantômes squelettiques livrés à eux-mêmes », « des cadavres qui jonchent les couloirs ».

Nous sentons bien que les images se superposent : les internés de l'HPI ressemblent à ceux des camps de concentration ; alors parce qu'on a peu

---

<sup>1</sup> images qui sont en fait le plus souvent tournées par les services cinématographiques des armées plusieurs jours après la véritable libération des camps, laquelle ne se faisait pas caméra sur l'épaule !

d'information sur l'HPI, on utilise ce que l'on sait sur les camps.

Vrai, vraisemblable, erroné... la dérive du récit est déjà perceptible ici dès les premières phrases de cet article, dérive plus grave qu'il n'y paraît.

Alors oui, l'horreur à l'intérieur de l'établissement est réelle, nous y reviendrons avec des chiffres statistiques précis, des citations tirées du rapport de l'époque, bref de traces fiables qui n'auront pas besoin d'une mise en scène dérangeante, même s'il convient bien-sûr de conserver en tête la nature officielle de ce document administratif.

Car cette libération décrite par les journalistes ne rime à rien ! Elle laisse d'abord supposer qu'il y avait deux mondes distincts et étanches : l'intérieur et l'extérieur de l'hôpital, éludant ainsi ceux qui font le lien entre les deux, ceux qui gardent les internés et ceux qui administrent l'établissement. Le vocabulaire utilisé nous induit en erreur.

Ainsi les internés ne surgissent-ils pas des allées, venus d'on ne sait où, justement parce que ces pauvres hères ne sont pas une découverte.

De même, les « fantômes squelettiques » ne sont pas livrés à eux-mêmes, justement parce que l'hôpital fonctionne encore sous l'Occupation, certes sans matériel, mais avec son personnel, son administration. Les « cadavres » ne « jonchent » pas « les couloirs », car les morts sont quotidiennement extraits de l'hôpital, afin d'être pour quelques uns rendus à leur famille et pour la plupart enterrés au cimetière de CLERMONT dans ce que l'on appelle improprement la « fosse commune ».

C'est bien parce qu'il ne s'agit pas d'un camp mais d'un hôpital que le problème posé est d'ailleurs encore plus sensible.

L'abandon des malades dénoncé par l'article est bien réel, mais beaucoup plus cruel qu'il ne le raconte.

Nous ne sommes plus dans le vraisemblable, mais dans l'erreur historique lorsque les journalistes accusent les délires des nazis et leur décision de fermer dès 1940 l'accès à l'hôpital.

Non, ces malades n'étaient pas enfermés seuls dans un établissement qu'on aurait rouvert quatre ans plus tard en découvrant ce qui s'y était passé. Non, ils n'ont pas pu être « ignorés pendant des années par la population locale ».

Enfin, il n'est pas nécessaire de citer des « estimations (...) entre 3000 et 3500 morts de cette barbarie silencieuse » ; les chiffres sont connus,

recensés, répertoriés, intégrés dans des tableaux, des graphiques...

Parler d'estimations, donc de suppositions, d'hypothèses, laisse insinuer un doute, un mystère et bientôt une controverse.

Or, il ne fait aucun doute qu'il y a eu durant ces années d'Occupation une hécatombe silencieuse sur laquelle on ne doit pas manquer de s'interroger, notamment à une époque où la barbarie est encore à moins de quelques heures d'avion d'ici.

## L'Hôpital Psychiatrique de Clermont replacé dans son contexte

**A**vant d'examiner le contenu du rapport de Marcel GODEAU, Directeur de l'établissement en 1946, il convient de rappeler l'environnement dans lequel évoluait un tel hôpital, environnement physique comme environnement idéologique.

Lorsque l'établissement passe sous contrôle public, en 1887, un rapport médical et administratif est rédigé annuellement. Dès le début, l'état général de l'Asile est décrit comme désastreux : matériel en mauvais état ou inutilisable, hygiène aléatoire, déficit financier des colonies agricoles, bâtiments à rénover d'urgence ou à abattre. L'accord qui jusque-là liait la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne et l'Oise est reconduit mais semble fragile au vu des termes du contrat ; de plus si l'entretien courant est partagé entre les trois conseils généraux, toute nouvelle construction est la charge du Département de l'Oise, le seul à être assuré d'en profiter à long terme.

Les intérêts des uns et des autres divergeront donc sur un point essentiel de la vie de l'Asile : la capacité d'accueil des bâtiments.

De 1887 à 1940, la population internée connaît une croissance de 319,5 %. La place manque cruellement sur les trois sites de l'établissement, malgré les quelques constructions entamées en 1914 et achevées seulement en 1921.

Le rapport médical pour l'année 1933 est particulièrement éloquent à ce sujet : « 3005 malades ont dû être abrités dans des locaux dont les dimensions, d'après les lois de l'hygiène, correspondent à un chiffre réglementaire de 1740 lits ! ». Il faut noter à ce propos, que le département de la Seine continue toujours, par coutume, à

utiliser l'asile de CLERMONT comme asile de dégagement de ses propres structures. Par ailleurs, la quasi-totalité du personnel loge sur place, le plus souvent dans les mêmes bâtiments que les malades. Afin de tenter de remédier à cet encombrement, le corps médical crée des consultations externes, à MEAUX, et à MELUN en Seine-et-Marne.

Le département de l'Oise met à la disposition de l'établissement le sanatorium de CREVECOEUR-LE-GRAND, à quarante et un kilomètres au Nord-Ouest de CLERMONT. C'est dans ces locaux peu appropriés que sont transférés les enfants dits « inéducables », car selon l'avis de l'un des membres de la commission administrative en 1925, par ailleurs conseiller général de la Seine-et-Marne et médecin de profession : « il s'agit en effet d'anormaux, d'idiots, de déchets sociaux et il serait illogique d'édifier des constructions coûteuses. »

Il est clair que dans cette première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, les internés de l'Asile puis de l'HPI (appellation officielle à partir de 1937) n'ont pas droit à un statut de malades.

Les conditions d'accueil qu'ils reçoivent ne semblent pas émouvoir grand monde.

Certains sociologues observent que l'évolution du seuil de tolérance de la violence est une marque de civilisation ; notons que la civilisation avait progressé dans les années 30, puisque l'Ecole de Préservation pour Jeunes Filles, sorte de maison de correction abritée dans le Donjon de CLERMONT et dans ses dépendances, avait fermé, tant les conditions de vie des mineures incarcérées étaient difficiles.

Pour les malades mentaux, il faudra encore attendre un peu les progrès de la civilisation. Beaucoup mourront avant.

## *L'hécatombe silencieuse*

**U**n rapport administratif et médical est rédigé par le Directeur de l'établissement et les chefs de services en 1946, résumant les années 1938-1945.

Ce rapport, de 132 pages, est détaillé et inclut, service par service, les chiffres-clés de cette période.

Pour GODEAU, qui est nommé après la Libération, décrire objectivement cette tragédie se révèle moins délicat que pour les autres rédacteurs du rapport que

sont l'économe, le chef de culture et les médecins-chefs.

Un chapitre intitulé « La vie de l'établissement pendant les périodes de crise » rappelle la succession des difficultés qui vont s'accumuler à l'HPI à partir de 1938.

C'est en effet dès cette année-là que la crise commence avec le rappel sous les drapeaux de nombreux employés. La défense passive s'organise déjà et 800 masques à gaz, complétés l'année suivante par 600 autres, sont achetés.

Septembre 1939 marque la mobilisation de 404 agents, avec parmi eux quatre médecins, un pharmacien, quatre internes, le receveur, l'économe.

L'hôpital doit s'organiser et fait appel à de nombreux auxiliaires tout en déployant le personnel féminin dans les services d'hommes. Il ne reste plus que trois médecins aidés de trois internes pour veiller sur près de 4500 hospitalisés.

Des tranchées sont aménagées dans les cours et jardins entourant les pavillons ; des abris bétonnés sont creusés. Du matériel de pharmacie doit par ailleurs être cédé à l'Armée française.

Après la « drôle de guerre » où un camp observe tandis qu'un autre se prépare, c'est la déferlante allemande sur notre pays en mai 1940.

Le 18, l'annexe de CREVECOEUR-LE-GRAND est évacuée et 164 enfants anormaux sont dispersés à CLERMONT et FITZ-JAMES.

Le lendemain survient le premier bombardement allemand.

Le 21, le premier ordre d'évacuation de la ville est lancé par la Mairie de CLERMONT.

Le 22, de nouvelles bombes sont larguées par les avions ennemis dans la région et l'hôpital décide d'évacuer les enfants du personnel dans l'Eure-et-Loire. Le receveur est lui évacué sur EVREUX avec « sa caisse et les valeurs déposées ».

De nombreux agents fuient, comme le reste de la population locale et certains pavillons sont abandonnés presque totalement. Les chefs de services et affectés spéciaux seront révoqués d'office, tandis que les autres agents, d'abord licenciés, seront ensuite réintégrés pour les besoins du service avec perte de salaire.

Le 4 juin, il est décidé d'évacuer 750 aliénés médico-légaux et grands agités sur des hôpitaux psychiatriques de l'intérieur.

Les employés infirmes ou âgés et les femmes enceintes partent quelques jours plus tard.

Le 7, il reste 3750 internés et 608 agents tous services confondus. Deux jours plus tard, les bombardements et l'avance des troupes provoquent la fuite de 260 autres agents.

Le 10, les Allemands occupent notre cité et y installent une Kommandantur.

Ils ordonnent à l'établissement de pourvoir à l'alimentation de la population locale non évacuée et des réfugiés. Des pillages répétés sont perpétrés par l'occupant. Du matériel sanitaire et des lits sont réquisitionnés.

Le 13, un avion allié bombarde l'annexe de FITZ-JAMES, causant de nombreux dégâts matériels.



Annexe de Fitz-James  
Une bombe explose le 7 juin 1944

**D**ès lors, la crise, les restrictions ne vont cesser de s'intensifier dans l'ensemble du pays bien-sûr et avec une puissance accrue à l'intérieur de l'hôpital.

Le 15 juillet, l'administration constate déjà l'épuisement des stocks de vivres, de charbon et d'essence.

A partir du 1er novembre, les pavillons les plus récents, les mieux agencés sont évacués pour y transférer diverses populations : des malades de l'hôpital général d'abord, puis des vieillards venus des hospices de Saint-Valery sur Somme et de Rue, des troupes d'Occupation en 1942, 964 malades de l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen accompagnés de leurs soignants en 1943, de

nouveaux aliénés venus de La Roche sur Yon en 1944.

Cet entassement n'est possible que par la très forte mortalité constatée avec impuissance par la Direction et les médecins. GODEAU note que « les restrictions alimentaires très sévères provoquant une crise alimentaire grave se traduisent par des décès de plus en plus nombreux parmi les hospitalisés (...). L'encombrement est généralisé dans l'ensemble des services ».

On a recouru au « couchage des malades sur des matelas posés à même le sol dans les couloirs et vestibules. Le manque d'hygiène général, de produits détersifs et pharmaceutiques se traduit par des manifestations pathologiques plus ou moins graves, maintes fois dénoncés par les médecins. »

Du rapport sur les fermes et l'exploitation agricole, il ressort que la main d'œuvre fournie par les malades a vite manqué du fait de l'état physique de ces derniers et parce que les réquisitions de matériel et l'absence de carburant ont fait chuter la production.

Le rapport médical général, signé par les sept médecins de l'hôpital décrit, lui, de manière plus scientifique la surmortalité de l'établissement.

C'est ce sujet qui est d'ailleurs abordé en premier lieu, par une courbe graphique et un tableau statistique.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes quant aux conséquences :

ANNEE	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
TAUX DE MORTALITE	5,4	5,85	12,2	26,6	19,8	15	19,4	8,5

Quant aux causes de cette hécatombe, des indices nous sont donnés indirectement :

- une sous-alimentation décidée par le rationnement fixé par le gouvernement, qui ne permet pas de survivre en cas de maladie physique et dans certains cas de maladie mentale entraînant notamment une grande agitation.
- un sous-équipement en matière sanitaire dû aux conditions générales de l'Occupation.
- un manque de combustibles rendant le chauffage quasiment inexistant à certaines périodes.
- une concentration de nombreux malades dans des locaux de plus en plus restreints, ordonné

par l'Occupant ou par les autorités administratives de l'époque : cela n'est pas précisé.

Ce sont là les causes externes abondamment dénoncées au long de ces pages.

Deux causes internes à l'organisation sont peut-être esquissées, mais il s'agit d'une interprétation qui mérite débat.

Comment comprendre en effet, page 49, en fin de rapport économique dressé par l'économiste, ces mots du Directeur : « *Rapidement, les magasins se vidèrent et les économes soucieux de remplir leur devoir se trouvèrent face à face avec un dilemme angoissant, acheter sur les marchés à des prix supérieurs à la taxe en faussant leur comptabilité, ou respecter les lourds règlements en vigueur et laisser mourir les malades de misère et d'inanition.* »

Enfin, la question du personnel est abordée par tous, Directeur et médecins, mais dans des termes très différents, les uns regrettant la faiblesse de leur traitement et de leur formation, entraînant ainsi un manque d'intérêt pour les malades, les autres saluant leur courage dans des circonstances difficiles.

Le comportement des agents de l'hôpital durant les années d'Occupation ne peut pas être restitué par quelque trace que ce soit.

Il faut donc avoir recours à la mémoire, voire à la reconstitution.

La mémoire nous apprend que certains agents n'étaient pas plus compatissants à l'égard des aliénés que la plupart des « honnêtes gens » de l'époque. Elle nous livre aussi avec gêne que la préoccupation de chacun était de trouver de la nourriture pour sa famille et que le marché noir existant à l'extérieur ne pouvait pas être freiné par l'enceinte de l'hôpital.

La reconstitution historique étayée par des observations dans l'actualité internationale nous fait dire que les femmes et les hommes ne sont ni pires ni meilleurs autrefois qu'aujourd'hui, ni pires ni meilleurs là-bas qu'ici, et que les circonstances traversées durant leur vie par les femmes et les hommes déclenchent parfois des comportements que l'on n'aurait pas soupçonné en tant normal. Fasse que de telles circonstances ne se reproduisent plus.

Le souvenir du passé peut, peut-être, nous y aider. Tel est en tout cas l'utilité que l'on peut souhaiter au monument inauguré à CLERMONT le 7 avril 1999.

ADDITIF :

Les rapports médicaux à eux-seuls mériteraient une étude approfondie, car les médecins n'établissent pas tous les mêmes constats. Cette étude gagnerait d'ailleurs à être effectuée par plusieurs personnes venues d'horizons différents, incluant notamment des soignants. Outre les différences d'analyses, il faudrait s'intéresser à la situation particulière de chaque service et à l'implication personnelle des médecins dans l'établissement.

**Emmanuel BELLANGER**

## Articles du bulletin

**Édito**

**Henri Theillou**

**Président de l'Association.....P. 2**

**« L'Hôpital Psychiatrique  
et la mémoire des siens »**

**Emmanuel Bellanger.....P. 3**

Directeur de la Publication :

M. Henri Theillou

Rédacteur en Chef :

M. J-F Popielski

Comité de Rédaction :

Mmes Clin, Neumann, Olivier,

MM. Bellanger, Bourrachot,

Défossé, Walrand

Conception et réalisation :

Maryline Clin